

EDF SOUFFRE-DOULEUR D'UN MONOPOLY FINANCIER DÉLIRANT !

UNE SEULE RÉPONSE, NON AU PROJET HERCULE !

Le 20 juin, le PDG d'EDF a présenté aux syndicats son projet de casse qui voudrait séparer l'entreprise en deux entités: une liée à la production (nucléaire, hydraulique et thermique...) et l'autre regroupant les activités de distribution, commercialisation et de services. Aucune idée de l'échouage des fonctions supports (DTEO), de l'avenir de R&D, ou des activités d'ingénierie hors nucléaire ... une avancée majeure vers la libéralisation et la privatisation !

Rien de nouveau par rapport aux informations parues dans la presse... et aucune garantie pour le personnel : **simplement une case cochée dans la feuille de route très encadrée du PDG**. Un pas de plus vers le pillage de l'entreprise qui a déjà versé à l'Etat plus de 22 Mds€ de dividendes ces dernières années !

Deux possibilités : soit le dossier est bouclé, soit la majorité de nos activités sont des variables d'ajustement entre l'Etat et l'Union européenne dans la libéralisation du secteur... ce qui est préoccupant alors qu'Hercule percuté des sujets politiques d'actualité, comme par exemple la sauvegarde de l'exploitation de nos aménagements hydrauliques, la question de la gestion des réseaux, l'évolution du tarif réglementé à travers la régulation et l'ARENH ...

VOICI QUELQUES PERLES TRÈS RÉVÉLATRICES DES PENSÉES HERCULÉENNES :

Le sujet de la concurrence :

La Direction s'inquiète de l'appétit des pétroliers comme Total pour le secteur de l'électricité. La Direction a donc enfin compris les conséquences d'un « marché » dérégulé ! Nous saluons ce progrès et espérons qu'un jour, si possible à l'été, elle soit convaincue d'un retour à un modèle intégré (des recettes en bout de chaîne permettant de financer les investissements en amont), cela éviterait des dispositifs spéculatifs complexes et des dépenses faramineuses en conseillers financiers et juridiques pour orchestrer la fin du service public ! Des solutions existent pour revenir à un véritable service public, la CGT l'a démontré avec la réponse 100% public des SIEG pour l'hydraulique, solution potentiellement applicable à la majeure partie de nos activités.

Le sujet de l'avenir ENEDIS / SEI (Services Energétiques Insulaires) / EDF Commerce

Entreprises privatisées à 35% ! Il s'agit là d'activités où les gains de productivité semblent amener rapidement des liquidités dans les caisses ... **En effet, la particularité des activités régulées, c'est l'assurance d'un retour de cash sur investissement sans risque et de long terme dont sont friands les fonds de pensions.**

Rien de surprenant donc qu'ENEDIS qui a remonté, en 2017, 659 M€ sur 4Mds€ d'EBITDA cash, soit positionnée directement dans le groupe avec capital ouvert.

Par ailleurs, l'intégration des services insulaires dans cette filiale n'est pas anodine. En effet, **SEI et PEI restent encore les derniers symboles d'un système intégré** qui rapportent gros grâce à la solidarité nationale. Le changement de statut juridique serait in fine lourd de conséquences.

Enfin, le modèle proposé, basé sur la rente nucléaire et sur celles des réseaux ne fait plus la place aux activités de commercialisation, il y a un gros risque de suppression des emplois afférents à EDF Commerce, pour tenter de gagner un maximum sur les contrats dérégulés ...

Il ne serait donc pas impossible qu'EDF devienne rapidement le chantre de **la fin des tarifs régulés sur l'électricité** et, par conséquent, **sonne le glas de la péréquation tarifaire sur l'ensemble des territoires...**



Le sujet de la dette :

La CGT avait donc vu juste !

La dette de 33 Mds€ ne justifie en rien un éclatement de l'entreprise, bien au contraire. EDF intégrée c'est une mutualisation des risques et quand une activité va mal, une autre se porte mieux. D'ailleurs la Direction s'est sentie dans l'obligation de surenchérir sur le montant inscrit au bilan par une révision de circonstance en englobant maintenant le coût du démantèlement et le passif « social », c'est-à-dire des retraites à EDF SA... une maladresse crasse vis-à-vis des attaques externes dont EDF fait l'objet... Après la Cour des comptes et notre cher ministre, notre Direction pointe elle aussi nos garanties collectives! Un nouvel argument pour le dossier retraite du gouvernement cet été.

Le sujet de la nationalisation d'une partie d'EDF

Ce découpage ne garantit en rien l'avenir d'EDF Producteur

Ce projet n'apporte aucune visibilité sur la filière nucléaire déstructurée par la discontinuité des investissements après le palier REP.N4. Ainsi, sans décision sur le nouveau nucléaire, « EDF Bleu » se verrait résumé à gérer l'extinction progressive du parc et n'aurait, de fait, aucune perspective de développement en France.

La filière hydraulique est quant à elle extrêmement fragilisée par la potentielle création d'une énième société actant une séparation juridique et comptable, et par conséquent un traitement différencié des garanties collectives - avec ses propres IRP et ses propres accords - anticiperait-on déjà une filialisation/cession avec une ouverture de capital ? Comment inscrire cela dans le contentieux actuel avec l'UE ?

La production thermique - réduite à quelques outils de pointe alors que leur contribution pour l'équilibre offre/demande est essentielle - devient une entité internationale (avec UK).

Pourtant, Edison, propriétaire-exploitant de CCG est annoncé dans la partie verte. Comment croire à un avenir inscrit durablement en bleu ?

Enfin les unités d'ingénierie hors nucléaires sont effacées de toutes tablettes ... préoccupant quand on voit les activités internationales basculer coté vert.

Des découpages incohérents vers une fin organisée d'EDF Producteur ?!?

L'urgence est à de disposer d'une réelle vision industrielle avec en ligne directrice la réussite de la transition énergétique.

**NOUS SOMMES BIEN ÉLOIGNÉS DES MISSIONS DE SERVICE PUBLIC
QUE LES ACTIVITÉS DE PROXIMITÉ DOIVENT MENER.**

**IL NE S'AGIT PLUS QUE D'ESSORER CHAQUE ACTIVITÉ
POUR EN TIRER UN MAXIMUM DE PROFIT...**

En complément sur la question des réseaux, RTE a déjà vu son capital ouvert en 2017 avec comme conséquence une augmentation des dividendes et des pressions accrues sur le personnel. La loi actuelle ne permet pas de faire ce que l'on veut du capital, mais les bataillons de juristes planchent déjà probablement sur la financiarisation de cette activité, l'Etat ayant confié à M. Derdevet (ancien dirigeant d'EDF, de RTE et haut fonctionnaire dans les ministères...) une mission sur l'avenir d'ENEDIS et de RTE.

La réussite de la lutte contre les changements climatiques passe par une transition énergétique sociale, publique, planifiée, et non pas par un secteur marchand dont le manque de visibilité à 3 ans ne peut permettre le financement des investissements futurs ! A l'heure du débat à l'Assemblée nationale de la loi Energie Climat, il faut repartir des vrais besoins des populations et répondre à l'intérêt général. EDF a besoin de véritables choix industriels programmés par l'Etat au moment où l'entreprise a des défis majeurs à relever.

Le PDG, par sa reconduction à la tête d'EDF, a accepté d'assumer les passifs générés par ses pairs et par les instances de tutelles peu combatives pour protéger le modèle énergétique français intégré alors qu'ils en avaient les possibilités juridiques. Les pertes en fusions/acquisitions et les dividendes disproportionnés pèsent beaucoup plus que ce qui est pointé comme un passif « social ».

Ajoutons les conséquences désastreuses des réorganisations guidées pour accroître l'externalisation de nombreuses activités à la sous-traitance (comme sur FLA3), les politiques d'achat ayant affaibli nos partenaires industriels, la mise en place d'un marché de l'électricité coupé des réalités industrielles, la baisse des moyens vers les collectivités et vers les usagers avec diminution des effectifs, dégradation des conditions de travail, perte de sens au travail, perte de la reconnaissance des salariés ...



STOP À EDF VARIABLE D'AJUSTEMENT ENTRE BRUXELLES ET PARIS DANS UN MONDE COUPÉ DES RÉALITÉS DE TERRAIN.

Croyez-vous que la Direction participera à éteindre le feu mis injustement par la Cour des comptes en pointant nos garanties collectives ? Croyez-vous que la Direction sera prête à répondre aux besoins de la Nation avec de telles annonces ? Les banquiers ne sont ni l'Etat, ni les usagers... **Les risques pour les agents sont énormes, notamment ceux des entités tertiaires qui seraient filialisées car seules les activités de production, de transport et de distribution garantissent l'application du statut IEG au personnel.**

Ces fumeux travaux d'Hercule rappellent l'histoire désastreuse d'entreprises françaises renationalisées (pour compenser les pertes du privé) et revendues à la découpe peu de temps après pour disparaître définitivement... Que reste-t-il aujourd'hui de Pechiney ou d'Alstom !? Et va-t-il rester demain des confettis de Gaz de France dans Engie ?

NON le PDG d'EDF ne peut pas dégrader la motivation de chaque agent dans sa mission de Services publics... Mission jamais évoquée ce jeudi 20 juin ! 20 planches de présentation sur la situation économique, les notes et indicateurs financiers, 2 sur les agents et les enjeux sociétaux...

Le PDG doit arrêter de répondre aveuglément aux desideratas d'un monde libéral en argumentant sur la spécificité du modèle intégré et regarder le monde réel pas seulement à travers des chiffres, des indicateurs, des statistiques mais à travers celui de la spécificité de nos métiers et l'engagement sans faille des agents. Le Bilan est NET ! Il serait temps de revenir aux fondamentaux. Le renouvellement de sa mission de facto l'enjoint à servir en priorité les intérêts de la lutte contre le réchauffement climatique, des salariés et des usagers !

LA FNME CGT EST AUX CÔTÉS DES AGENTS POUR S'OPPOSER ET LUTTER CONTRE CE SIMULACRE DE PIÈCE DE THÉÂTRE BIEN HUILÉE ET AUX SEULS PROFITS DES COPAINS MACRONIENS DU CAC40 ET DES BANQUES.

RENATIONALISER EDF EST POSSIBLE AVEC 5 MDS D'€, SOIT SEULEMENT 15% DE LA DETTE

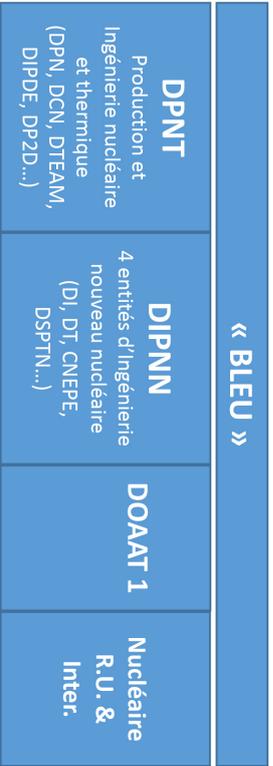
Le PDG et les gouvernants politiques doivent décider de revenir au service public dans une entreprise intégrée !

FAISONS RETIRER CE PROJET DE CASSE DÉFINITIVE D'EDF ENTREPRISE DE SERVICE PUBLIC DE L'ÉLECTRICITÉ CONCOCTÉE PAR UN GROUPE DE FINANCIERS DÉCONNECTÉS DES MÉTIERS ...

En ce sens, la FNME CGT est force de proposition pour apporter de réelles solutions et invite l'ensemble des salariés, retraités et usagers à participer aux diverses mobilisations et initiatives organisées par ses syndicats comme celles pilotées par l'intersyndicale.



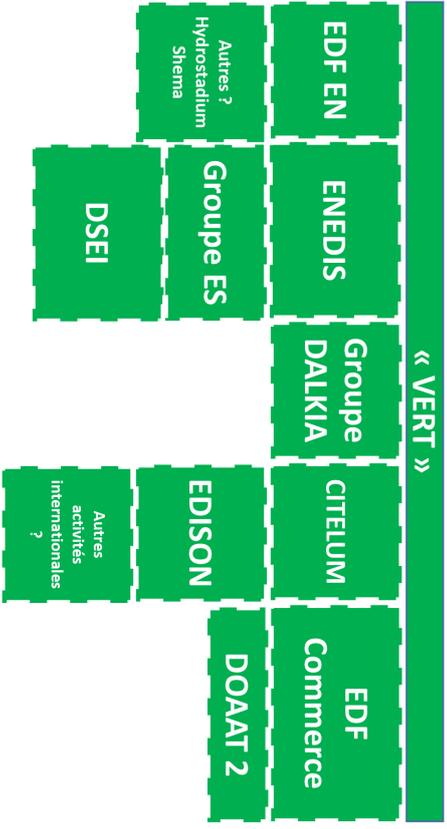
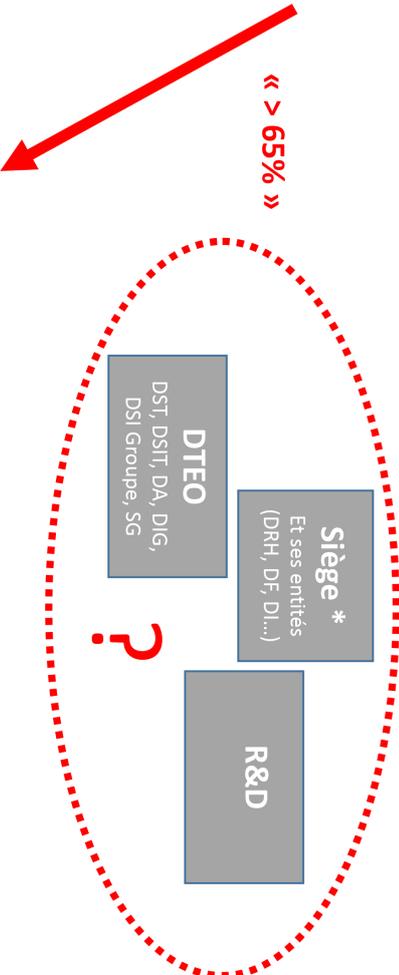
CNP CDC
ETAT



Framatome
Socodet
...
Sofinel
Edvance
...



Selon avancement du dossier « concessions »



TOUS MOBILISÉS POUR DÉFENDRE LE MODÈLE EDF D'HIER, D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN